

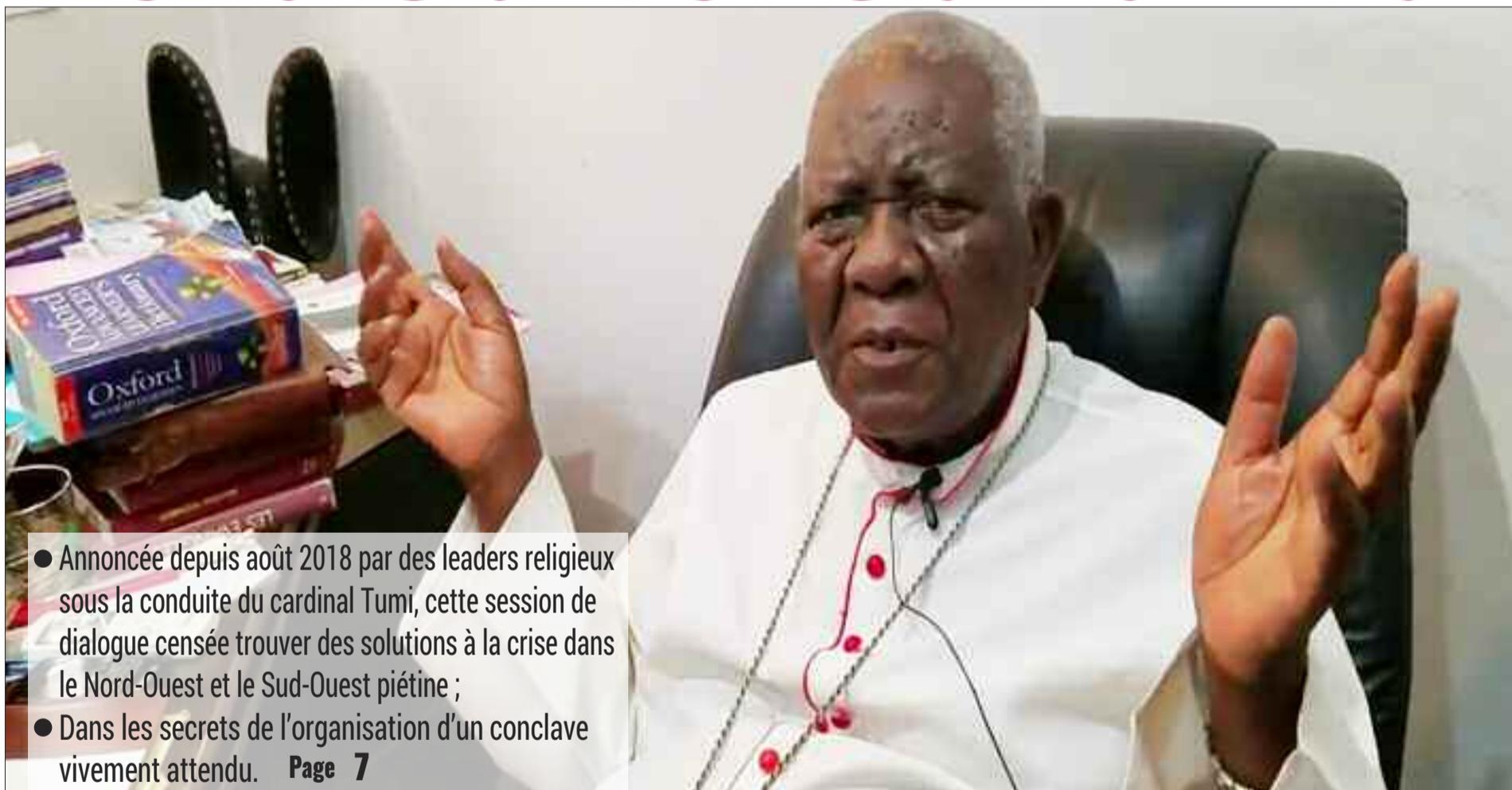
Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamé, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CONFÉRENCE GÉNÉRALE ANGLOPHONE

Le doute cardinal



- Annoncée depuis août 2018 par des leaders religieux sous la conduite du cardinal Tumi, cette session de dialogue censée trouver des solutions à la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest piétine ;
- Dans les secrets de l'organisation d'un conclave vivement attendu. **Page 7**

Page | Coopération

9 | **L'offensive belge au Cameroun**

Page | Mayo-Tsanaga

8 | **Manaouda Malachie célébré par les siens**



L'APPLICATION MOBILE MUTATIONS.



Disponible en Téléchargement Gratuit Sur Ton Mobile Android.

L'enfer des routes de l'Ouest

 Par Jean-Claude Awono*

Je ne vais pas parler ici du mauvais état des routes. Ni des contrôles routiers qui ont leurs travers, et dont il faut reconnaître l'importance et la nécessité dans le contexte général actuel. Certes les agences de voyages résolvent de gros problèmes de déplacement des masses humaines, surtout vers ces régions de l'Ouest très peuplées et dont le lien avec le « village » est très fort. Je voudrais plutôt parler de l'inconfort que les agences de voyages infligent aux passagers qui vont de Yaoundé vers les villes telles Bafoussam et Dschang. Je viens d'en faire la triste expérience et ai pris l'initiative d'en parler un peu. J'évoquerai surtout l'équipement interne de ces gros porteurs et ensuite le déficit criard de communication entre « l'équipage » et les passagers. Parlons de l'équipement interne de ces gros engins qui font se mouvoir à chaque voyage des centaines de passagers sur près de sept heures de temps. Cet équipement est souvent obsolète et peu propre, mais là n'est pas le problème, nul n'ignore dans quel état ces engins entrent dans notre pays. Ce qui retient l'attention du voyageur lambda qui entre dans ces énormes bus, c'est le nombre vertigineux de sièges, et surtout leur disposition. Plutôt que d'avoir deux rangées dans la longue « carlingue » de part et d'autre du couloir central comme dans tous les bus normaux, la technologie vénale de nos hommes d'affaires locaux a ajouté une troisième rangée de sièges, fabriqués pour les besoins du nombre et du fric. Ce qui rend pléthorique l'effectif de passagers, hyper rudes et étouffantes les conditions de voyages. Durant sept heures, de 23 à 6 heures du matin, les voyageurs, écrasés les uns contre les autres comme des sardines, vivent un véritable enfer. Impossible d'étendre les jambes ou de se tirer de l'étreinte du corps, parfois massif du voisin ou de la voisine d'infortune. A l'heure où il est convenu de dormir, lesdits voyages se déroulant dans la nuit, l'intérieur de nos bus interurbains crée des conditions pour ne pas fermer l'œil et pour subir l'épreuve de l'étouffement, de l'obligation de maintenir

droite pendant sept heures sa colonne vertébrale. En plus, les toilettes n'étant pas prévues dans ces masses de fer roulantes, il arrive que les passagers soient interpellés par quelque besoin naturel. Si on est au fond de la carlingue, il faut alors crier très haut un « chauffeur je veux pisser ! » qui n'a pas toujours les chances d'être relayé jusqu'à son destinataire. Toujours est-il qu'une fois que le chauffeur trouve l'occasion de stopper son engin, en pleine nuit, le milieu extérieur ouvre ses pièges qui se referment souvent très vite sur les passagers. C'est ainsi que durant mon récent voyage, une fois le bus stoppé en pleine nuit auprès d'une station-service, une jeune dame voulant se soulager à quelques mètres du bus s'est vue délestée par un voyou, qui a fondu dans la broussaille, de son sac à main qui contenait « tout », d'après ses dires éplorés, et devant l'impuissance de tous. L'autre élément de l'enfer du voyageur de l'ouest, c'est ce silence cocasse qui creuse son fossé entre l'équipage, s'il faut oser l'appeler ainsi, et le reste du bus. Vous embarquer, l'agence de voyage s'assure que votre titre de transport est le bon et on ne vous dit plus le moindre petit mot jusqu'à destination. Pas un mot sur les villes que vous traversez de nuit, sur les arrêts susceptibles de vous dégoûter les jambes ou de dépôt de passagers, sur l'heure d'arrivée... Le voyageur doit tout imaginer devant tant de silence et se taire, ou se contenter des décibels déversés dans le bus par un écran ou un lecteur audio ; et s'il commence à poser des questions, il n'est pas exclu qu'on lui rabatte le caquet avec un « vous dérangez, madame ; vous dérangez trop même ! » qui vient en rajouter à l'étouffement créé par l'étroitesse de l'espace dans le bus et l'air vicié qui y prévaut. L'adage dit : « qui veut aller loin ménage sa monture ». Comment donc ménager sa monture dans ces conditions où « aller loin » c'est prendre immanquablement le chemin de l'enfer ? Veuillez nous aider à répondre à cette question, messieurs les patrons des voyages du Cameroun.

*POÈTE, PROFESSEUR DE LETTRES, EDATEUR

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Jean-Pierre Nyemeg

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Josiane Afom

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ibin Hassan, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewou, Jenner Onana, Perrine Masso, Cyril Marcel Essissima

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

LA BELLE FAMILLE DE GBAGBO PRÊTE À L'ACCUEILLIR.



Autoroute Kribi-Lolabe

Toujours pas de paiement des indemnisations

Malgré une note préfectorale interdisant toute forme de regroupement non autorisé, les populations, à bout de patience, envisagent de faire à nouveau entendre leur voix dans la rue.



Par Lazare Kingue

Totalement à bout de patience. C'est l'état d'esprit dans lequel se trouvent des populations victimes de pertes de droits fonciers et de destruction des cultures dans le cadre des travaux de construction de la ligne 30 Kw pour l'alimentation du complexe industrialoportuaire de Kribi et de l'autoroute Kribi-Lolabe, y compris les bretelles de l'échangeur. En 2018, ces populations qui attendent depuis des années, ont eu un regain d'espoir. Sur le tableau d'affichage de la préfecture de l'Océan, deux décrets d'indemnisation signés de l'ex-Premier ministre, Philemon Yang, sont rendus publics. Le premier renvoie à la ligne électrique 30 Kw, englobant une enveloppe de 15.231.000 Fcfa pour un total de 17 personnes bénéficiaires dont 04 titulaires de titre foncier. Le second quant à lui, est relatif à l'autoroute et fait état d'un montant global

de 2.630.000.000 Fcfa pour 446 personnes bénéficiaires parmi lesquelles 66 titulaires de titre foncier. L'on a cru que dès affichage, le paiement suivrait. Que non. En septembre 2018, période à laquelle des attentes se formulent pour la gestion de la scolarité, pas un sou n'a été versé. Cela a causé des grincements de dents. Même situation en décembre 2018, au moment où les potentiels bénéficiaires fondent des espoirs sur cet argent pour mieux passer les fêtes de fin d'année. Des lenteurs qui ont alimenté beaucoup de colère. Dans un futur proche, les ayants-droit envisagent investir les rues de la cité balnéaire pour faire entendre leurs voix. Et ce, malgré une note préfectorale signée en début janvier dernier, interdisant toutes formes de manifestations et regroupements non autorisés. « Trop c'est trop ! Nous

sommes à bout de patience », tonne exaspéré un bénéficiaire. « Nous allons faire grève dans les prochains jours si rien est fait. Nous allons à nouveau bloquer la route du port et l'autoroute », avertit un notable courroucé. Si la majorité est en grogne, une frange relativise et invite à plus de patience. C'est le cas de Jean Célestin Watat, l'un des plus gros bénéficiaires. « Ce n'est pas de gaieté de cœur que l'Etat ne paie pas. Il y a beaucoup de problèmes dans le pays. La crise dans les régions anglophones, Boko Haram, les troubles postélectorales et la chute des matières premières. Le chef de l'Etat est conscient de [notre] situation », croit-il savoir. « Soyons encore patients. Mais s'il peut faire quelque chose, qu'il nous paie au moins les 1/10e de ces indemnisations pour apaiser les tensions », suggère cet opérateur économique.

Josiane Nko'o Ella

Le paiement est imminent

Le deuxième adjoint préfectoral de l'Océan parle de la gestion des requêtes et des réévaluations. phonie mobile.



Par Lazare Kingue

Plusieurs mois après la publication des décrets d'indemnisation et des noms des bénéficiaires, il n'y a toujours pas eu de paiement. Qu'est-ce qui coince ?

Nous ne pouvons vous dire avec exactitude où il y a achoppement. Ce qu'il faut dire, c'est qu'à la suite de la publication des deux décrets d'indemnisation, nous avons reçu de nombreuses requêtes de ceux qui estiment n'avoir pas été pris en compte, parce que n'ayant pas vu leurs noms sur les listes. Ces requêtes portent essentiellement sur les cultures n'ayant pas été prises en compte et sur quelques titres fonciers, ainsi que des procédures en cours. Nous avons examiné toutes ces requêtes au sein d'une commission. À partir des documents, des rapports et des fiches de recensement, on voyait si les requérants avaient raison de se plaindre ou pas. Les plaintes concernant les titres fonciers sont plus faciles à gérer. Car, on les transmet directement au cadastre qui consulte dans ses fichiers, si les titres fonciers en question sont vraiment dans le corridor de l'autoroute. Et si effectivement, ils n'avaient pas été pris en compte, on régularise automatiquement. Par contre, pour les procédures en cours, il fallait voir quand est-ce que les dossiers avaient été introduits par rapport à la Déclaration d'utilité publique (Dup). Si les dossiers arrivaient après la Dup, ils ne pouvaient être pris en compte. Par ailleurs, c'était un peu plus compliqué pour les cultures. C'est pourquoi la commission est descendue sur le terrain pour faire un travail de réévaluation. Nous avons été dans les villages Lendi, Luma, Edounga Ngomo, Ndoumale, Mbeka'a... Bref, nous avons fait le tour de tous les villages où il y a eu des requérants.

Mais il y a eu des nombreuses commissions de vérification avant la publication de ces listes ...

Nous avons reçu une centaine de requêtes portant princi-



palement sur les cultures. Mais sachez que la commission qui avait travaillé à l'époque, a fait plusieurs descentes sur le terrain. Et il y avait aussi des commissions de vérification. On s'est rassuré que ceux qui sont retenus, sont effectivement ceux qui doivent être indemnisés. Les gens peuvent ne pas comprendre pourquoi est-ce qu'on est venu les recenser une première fois et que par après, ils ne figurent plus sur les listes. Peut-être qu'ils ont été éliminés au cours des nombreuses commissions de vérification qui sont passés entre temps. Alors, notre mission était de savoir si celui qui se plaint a juste été oublié lors du montage du décret, s'il a plutôt été éliminé au cours de ces nom-

breuses commissions de vérification ou encore, s'il n'est pas reconnu dans le village comme exploitant de champs.

Un éclairage sur les cultures à indemniser ?

Il faut dire que si vous avez un champ de manioc qui n'a pas été touché par la route, même s'il se trouve sur le corridor, on ne l'indemnise pas, parce qu'on suppose que jusqu'au jour où la Dup sera entièrement exploitée, vous aurez eu le temps de récolter tout votre manioc par exemple. Ce qu'on indemnise, c'est ce qui est détruit. Particulièrement, sur la route et son emprise directe. Bien que le corridor mesurant 360 mètres, ce n'est pas tout ce qui est sur ce périmètre notamment, les cultures vivrières, qui est indemnisé. On peut payer pour les cultures pérennes telles que le cacao, le café, des palmiers et autres arbres fruitiers. Mais on ne peut le faire pour du manioc, du macabo ou du maïs. Or, beaucoup de requêtes sont formulées dans ce sens. Les gens ont pensé dans ce sens que : « Je suis dans la Dup, on doit me payer pour mon champ de manioc, mon champ d'arachide etc. ». Mais beaucoup de requêtes sont vraiment fantaisistes.

Le chapitre de requêtes étant clos, à quand le paiement ?

Il nous a été demandé de mettre en place une commission de paiement. On attendait que le ministre des Travaux publics et celui des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières, désignent leurs représentants au sein de cette commission. Ce que je peux vous dire avec assurance, c'est que les fonds sont déjà transmis au niveau du ministère des Travaux publics qui n'attend que la validation officielle de la commission pour débloquer lesdits fonds. Le paiement est imminent. Mais cela ne dépend pas du préfet. En tout cas, à Kribi, il n'y a pas encore un radis disponible concernant ce sujet. Nous encourageons nos populations

Affaire Mrc

12 détenus devant la barre au Tpi

L'ouverture des débats au fond a eu lieu hier, 18 février, à Yaoundé.

 Par Arnaud Kuipo

Il 19h ce 18 février. Des véhicules de la gendarmerie et de la police sont garés à l'extérieur du Palais de justice de Yaoundé - Centre administratif à Yaoundé. Plusieurs gendarmes et policiers font également partie du décor. Les détenus sont sur le point de rentrer dans leur lieu de détention. L'audience du jour est terminée. Ce sont au total 12 parmi les 37 qui déposés dans la salle n°1 du Tribunal de première instance (Tpi) – Centre administratif à Yaoundé.

A 18h30, l'avant dernier détenu est interrogé par le procureur de la République. L'obscurité se fait sentir dans cette pièce où plusieurs personnes sont debout. Le détenu est un souscripteur de la Mission d'intégration pour le développement de l'Afrique (Mida). Il sera suivi par un autre compagnon. « Je suis une victime de la Mida », va-t-il relever. Il souligne qu'il a été interpellé le 26 janvier dernier à Yaoundé dans le cadre de cette organisation (Mida).



L'on apprend qu'il devait récupérer son reçu en vue d'effectuer des réclamations. Une démarche qui s'inscrivait dans la logique d'un communiqué du gouverneur de la région du Centre, Naseri Paul Bea.

Parmi les 10 autres les ayant précédés se trouve Annick Na-

tacha Ngaleu M., étudiant en cycle doctorat. Agée de 24 ans, est la deuxième à déposer. Contrairement à ces deux autres détenus, elle est interpellée dans le cadre de la marche initiée par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) ce même 26 janvier. « [...] passer 13 jours dans les geôles d'un commissariat et faire la navette sans que cela n'émeuve les autorités judiciaires, je veux dire du parquet, témoigne d'une sorte de chasse aux sorcières », souligne à la presse Me Jules Bambia. Lors de sa déposition, l'on apprend que cette jeune détenait un mouchoir blanc. « Ça (le mouchoir blanc, Ndlr) symbolise premièrement la paix. Ça symbolise la non-violence », relève Me Jules Bambia.

Quant à Mopoh Eboudi, il va révéler avoir été maltraité physiquement après son interpellation. « On lui reproche trois infractions. [...] l'attroupement, [...] la rébellion, [...] la manifestation illégale », précise au reporter Me Martin Tene Nzo-houa. Pour ce dernier, le détenu « a exposé, vous avez suivi. En aucun moment il n'a exercé de violence ou de voie de fait » à l'endroit des personnels de la force de l'ordre. Rendez-vous le 25 février prochain pour la suite des débats.

Anatole Adolf Ebongo

Le patriarche repose à Douala

Celui qui a été le deuxième directeur fédéral des Douanes du Cameroun a été inhumé dimanche dernier dans la capitale économique.

 Par Blaise Djouokep

Anatole Adolf Ebongo repose désormais au caveau familial où il a été inhumé dimanche, 17 février dernier à Douala. Décédé le 12 janvier dernier à l'âge de 107 ans, le dernier survivant des trois élèves de l'Ecole normale de Foullassi a reçu la veille [samedi, Ndlr], des honneurs militaires de l'administration des Douanes du Cameroun. Dans son oraison funèbre, l'actuel directeur général (Dg) des Douanes, Fongod Edwin Nuvaga, a reconnu en celui qui a été directeur fédéral des Douanes de 1968 à 1972, un bâtisseur et un visionnaire.

Et pour saluer sa mémoire, le Centre d'instruction douanière, actuellement en construction à Yaoundé, portera son nom et sera baptisé : « Centre d'instruction douanière Anatole Adolf Ebongo, pour la vision qu'il avait de la Douane camerounaise », a précisé le Dg des Douanes. Pour les membres de la famille, c'est un grand vide que laisse le défunt ; lui qui avait une grande estime pour la famille et pour le travail bien fait. Anatole Adolf Ebongo s'en va donc après une vie bien remplie.

Il est, de 1927 à 1930, élève à l'Ecole normale de Foullassi. A sa sortie, il est enseignant aux écoles de la mission protestante à Yabassi et à Douala jusqu'en 1935. Après un passage éclair d'un an au ministère des Domaines, il entre dans l'administration des Douanes le 15 février 1936 comme préposé chargé de la comptabilité au bureau central. De 1938 à 1947, il est commis puis, contrôleur des Douanes, chef du secrétariat de la direction. En 1958 et



Dernier hommage à Anatole Adolf Ebongo.

pendant une année, il est directeur de cabinet à la Fonction publique puis, est admis à passer un stage d'inspecteur des Douanes en France.

A son retour en 1960, il est promu assistant du directeur français des Douanes et ensuite, chef du bureau central des Douanes de Douala. Deux ans plus tard, et ce jusqu'en 1968, il devient le directeur adjoint des Douanes, avant d'être promu la même année, directeur fédéral des Douanes et conseiller technique au ministère des Finances jusqu'à sa retraite en août 1972.

Kondengui

Clash entre pickpockets

 Par Lorine Claudia Agnang (Stagiaire)

Agitation totale le samedi 09 février dernier au lieu-dit « Carossel », au quartier Kondengui à Yaoundé. La raison est qu'un conducteur de moto qui se fait appeler « Danger », cherche à se venger d'un groupe de personnes qui vient de le rouer de coups, mais ses amis tentent de le calmer. Le corps recouvert de sang, une machette en main, il ne cesse de scander : « Le sang va couler. Je vais tuer quelqu'un ». D'un autre côté, le gang qui vient de commettre ce forfait à l'aide d'armes blanches, lance des cailloux en direction de « Danger ». D'après les explications d'un proche de la victime, il y a eu une discussion chaude la nuit précédente entre « Danger » et cette troupe de garçons. « Le nœud du problème, c'est le fait que la victime a empêché le gang de réclamer leur tribut à un autre conducteur de mototaxi. Tous sont des pickpockets qui opèrent dans le quartier », explique un jeune homme. Il poursuit en révélant que « ce gang allait, cette nuit-là, réclamer son argent à un mototaxi qui lui a empêché d'agresser un homme il y a plusieurs jours. Dans les règles de leur 'métier', il est strictement interdit de trahir un collègue trouvé. Si tu lui fais rater le gombo, tu paies 25.000Fcfa ». « 'Danger' les a freiné dans leur réclame, les insultant et s'érigeant en donneur de leçons de morale. Pourtant, il fait le même boulot », ajoute l'un des assaillants.

Vih/Sida

Le Réseau camerounais des jeunes positifs lancé

Nouvel acteur de la riposte contre cette maladie, il entend veiller au bien-être psychologique et social des personnes infectées.



Par Guy Martial Tchinda

Le Réseau camerounais des jeunes positifs (Recaj+) a officiellement été lancé le 15 février dernier. Il s'agit du tout premier réseau national des jeunes et adolescents vivant avec le Vih. Regroupant les personnes âgées entre 10 et 24 ans, cette association voit le jour au moment où le monde entier fait face à de nombreux défis parmi lesquels celui de parvenir à une génération sans Sida. « Il faut donc un souffle nouveau pour l'avènement de cette génération », a déclaré Jacques Boyer, représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

En effet, en 2018, plus de 79 000 enfants et adolescents vivaient avec le Vih au Cameroun, selon les résultats de l'enquête Cameroon Population-based HIV Impact Assessment (Camphia), avec une prévalence de 1,2% chez les 15-24 ans, et un pic chez les filles, soit 2% contre 0,4% chez les garçons. Malheureusement, « en 2017, 49% des personnes vivant avec le Vih ont été mises sous traitement antirétroviral (Arv) comparativement à 25% des enfants de 0 à 14 ans. Cette faible prise en charge des enfants infectés par le Vih est associée à de



nombreux goulots d'étranglement, tant au niveau du système des soins qu'au niveau communautaire », déplore le représentant de l'Unicef au Cameroun.

Face à cet état des choses, le Recaj+ qui se positionne comme un nouvel acteur dans la riposte contre le Vih/Sida

se donne pour mission d'« agir pour un monde sans aucun stigmat de l'adolescent et du jeune vivant avec le Vih ; un monde sans plus aucun décès du jeune, de l'enfant et de l'adolescent des suites du Sida ; une séropositivité normalisée et en accord avec son temps ». A cet effet, il entend « veiller au bien-être psychologique et social du jeune vivant avec le Vih ; créer un cadre permanent d'identification et de résolution des problèmes spécifiques de cette cible... ».

Prenant la parole au cours de la cérémonie, le temps d'un exposé, Dr Joseph Fokam, chef du laboratoire de virologie au Centre international de référence Chantal Biya (Circb) a sensibilisé les participants sur la nécessité pour un séropositif de prendre régulièrement son traitement Arv. « Lorsqu'on atteint une charge virale indétectable, on devient un malade inactif. Cela veut dire qu'on peut jouer avec les autres comme toute personne saine, sans transmettre la maladie. De même, lorsqu'on atteint ce stade, on peut faire des enfants qui naissent sains », a-t-il expliqué.

Cancer de l'enfant

Le diagnostic tardif à l'origine de nombreux décès

Une campagne gratuite de détection précoce a été organisée le 15 février à Yaoundé, à l'occasion de la Journée de lutte contre cette pathologie.



Par Guy Martial Tchinda

Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), l'on désigne par cancers de l'enfant, des affections malignes survenant chez l'enfant avant l'âge de 15 ans. Elle explique d'ailleurs que la plupart de ces cancers peuvent être guéris grâce aux médicaments génériques et à d'autres formes de traitement comme la chirurgie et la radiothérapie. « Dans les pays à revenu élevé, plus de 80% d'enfants atteints d'un cancer guérissent, mais dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, ce chiffre est seulement de 20% environ », regrette l'Oms. « Les décès évitables imputables aux cancers de l'enfant résultent d'une absence de diagnostic, d'un diagnostic erroné ou tardif, des difficultés d'accès aux soins, de l'abandon de traitement, de la toxicité des médicaments et de taux de rechute élevé », poursuit-elle.

Le 15 février dernier était journée internationale de lutte contre les cancers de l'enfant. A l'occasion, plusieurs activités ont été organisées sur le triangle national. Au rang de celles-ci, des consultations offertes par la Clinique médicale Camassistance située au quartier Biyem-Assi à Yaoundé. « Normalement, une consultation chez un enfant atteint de cancer peut coûter jusqu'à 25 000 Fcfa mais, nous le faisons gratuitement durant ces deux jours (15 et 16 février, Ndlr), grâce au soutien de l'union internationale contre le cancer », a expliqué Pr Blaise Nkegoum, cancérologue, par ailleurs responsable de la Clinique Camassistance, au cours de cette manifestation. « Tous les enfants (atteints de cancer ou pas) qui se sont présentés à notre clinique ont été consultés.



Pr Nkegoum présentant l'appareil de numération.

Nous offrons la prise en charge à ceux qui sont atteints et incluons ceux qui présentent des facteurs de risque dans le registre de cancer de l'enfant pour qu'ils soient suivis afin de ne pas développer le cancer », a-t-il conclu.

Ici, un dispositif sophistiqué facilite le diagnostic et le suivi. Ainsi, l'on peut voir un appareil de numération servant à détecter les cancers du sang (leucémies neuroblastomes par exemple) qui sont les plus fréquents chez l'enfant à en croire

Déficience auditive

Une nouvelle norme pour la prévention



Par Guy Martial Tchinda et Oms

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (Oms), près de 50% de personnes âgées de 12 à 35 ans, soit 1,1 milliards de jeunes risquent une déficience auditive due à une exposition prolongée et excessive à des sons trop forts, parmi lesquels la musique écoutée au moyen d'appareils personnels. Fort de ce constat, et à l'approche de la Journée mondiale de l'audition (03 mars), l'Oms et l'Union internationale des télécommunications (Uit) ont publié une nouvelle norme internationale sur la fabrication et l'utilisation de ces appareils dont les smartphones et les lecteurs audio, afin de sécuriser l'écoute. Cette norme recommande par exemple que ces appareils présentent certaines caractéristiques comme les options pour la limitation automatique du volume ; des informations et guides aux utilisateurs sur l'écoute sans risque, par des appareils audio personnels ou dans le cadre d'autres activités de loisirs...

le cancérologue. Il est connecté à un ordinateur qui, de manière automatique, compte le nombre de cellules dans le sang, permettant au praticien de savoir si l'enfant est malade ou pas. A côté de celui-ci, le spectrophotomètre, l'appareil qui permet de faire des bilans pré-thérapeutiques chez l'enfant. « C'est un ordinateur qui permet de voir la fonction rénale et l'ionogramme », apprend-on. L'on dénombre également dans les différents bureaux de cette structure, des appareils d'endoscopie, d'échographie... Au total, une vingtaine d'enfants ont été consultés grâce à ces appareils.

Conférence générale anglophone

Des concertations pour trouver une nouvelle date en cours

Les initiateurs de ce conclave veulent impliquer des acteurs politiques et de la société civile au Cameroun et à l'étranger.

 Par Blaise Djoukep

La nouvelle date de la tenue de la Conférence générale anglophone (Cga) n'est pas encore connue. Mais, comme convenu à l'issue de la réunion organisée le 12 janvier dernier à Bamenda, les initiateurs de ce conclave ont entrepris des consultations au Cameroun et à l'étranger. Sur place au pays, hommes politiques, acteurs de la société civile aussi bien anglophones que francophones sont approchés, afin de glaner leurs avis sur les solutions pouvant conduire à une sortie de crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. A l'étranger, les Camerounais ressortissants des deux régions d'expression anglaise sont particulièrement consultés. « Il est question d'avoir les impressions des acteurs politiques et de la société civile, pour avoir une gamme encore plus diversifiée de solutions de sortie de crise. Les anglophones de l'étranger sont également consultés. Même si on sait déjà ce qu'ils proposent comme solutions, il faut qu'on aille formellement vers eux, afin qu'ils nous le disent clairement », explique Elie Smith, un des membres du Comité d'organisation de la Cga.

Au cours d'une rencontre organisée il y a quelques jours à Bamenda, chef-lieu de la région du Nord-Ouest, le cardinal Christian Tumi a regretté le fait que « les consultations n'aient pas été suffisamment menées [jusqu'à, Ndlr]. C'est la raison pour laquelle nous envoyons des missions en Amérique, en Europe et sur le territoire national [...] Dès que nous aurons les résultats de la vaste mission de consultation, une date et un lieu pour la conférence seront immédiatement an-



Cardinal Christian Tumi.

noncés », promet l'archevêque émérite de la province ecclésiastique de Douala. La rencontre de janvier dernier visait donc à donner de nouvelles orientations à la Cga, à travers des consultations plus larges. La durée desdites consultations n'a pas été fixée par les organisateurs. A en croire Elie Smith, après avoir discuté avec toutes les personnes et acteurs ciblés, un rapport des consultations sera dressé. Et ce n'est qu'après cela que la nouvelle date de la Cga sera rendue publique.

Concernant l'organisation de cette rencontre, les initiateurs veulent éviter une nouvelle déconvenue. Surtout que, pour mémoire, la Cga a déjà été renvoyée à deux reprises, en l'absence notamment, d'une autorisation écrite du gouvernement camerounais. Ce qui a justifié le report à une date ultérieure de ce conclave qui devait se tenir les 21 et 22 novembre 2018 à Buea, la capitale régionale du Sud-Ouest. Ces assises avaient déjà été renvoyées sine die en juillet de la même année.

Pourquoi le pouvoir doit donner sa chance à la Cga

 Par Jean De Dieu Bidias

Les négociations longtemps espérées en vue de la résolution de la crise sociopolitique dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest sont au point mort. Invoquant l'« absence » d'interlocuteurs et, considérant purement et simplement les groupes armés sécessionnistes qui rendent les deux régions anglophones invivables comme des terroristes, le pouvoir a privilégié l'option militaire qui continue d'étaler ses limites. Le monde entier s'est ému de la destruction par le feu, dans la nuit du 10 au 11 février dernier, de l'hôpital de district de Kumba, dans la région du Sud-Ouest. Outre des pertes matérielles inestimables, deux malades sont morts calcinés dans une salle d'hospitalisation, dans cet incendie provoqué par des séparatistes présumés. En route pour évaluer les dégâts de cet incendie criminel, le gouverneur de la région, Bernard Okalia Bilai, a été attaqué à Muyuka, dans le département du Fako. 13 personnes ont été blessées dans cette attaque, dont 12 militaires et une journaliste. Au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, les armes tonnent, les morts se comptent au quotidien. La persis-

tance, voire la montée en puissance des « villes mortes » au fil des mois, la paralysie des entreprises installées dans cette partie du pays, les actions d'éclat des sécessionnistes à l'instar de l'incendie de Kumba – en dépit des multiples appels à déposer les armes du chef de l'Etat Paul Biya –, sont autant d'indicateurs pertinents de ce que la crise anglophone ne s'enlise pas seulement, mais elle s'aggrave. On est dans l'impasse. Dans un tel contexte, le blocage de la Conférence générale anglophone, qui résulte d'un refus à peine voilé du gouvernement de l'organisation d'un tel conciliabule, est contreproductif. Or, en prenant cette initiative, le 25 juillet 2018, le cardinal Christian Tumi, le pasteur Babila George Fochang de l'Eglise presbytérienne du Cameroun (Epc), l'imam Tukur Mohammed Adamu de la mosquée centrale de Bamenda et le grand imam de la mosquée centrale de Buea, Alhadji Mohammed Aboubakar, avaient pensé que « le moment [était] venu de mettre fin à ce conflit à travers un dialogue national franc, inclusif et complet sur le problème anglophone ».

Ces hommes d'église entendaient jouer un rôle de médiateurs entre le gouvernement et les sécessionnistes. Mais, le pouvoir s'est toujours opposé au préalable de la libération de toutes les personnes incarcérées dans le cadre de cette crise et surtout du cessez-le-feu de la part des forces de défense et de sécurité camerounaises. Motif pris de ce qu'« on ne peut pas se permettre de mettre au même niveau, l'armée républicaine, qui défend le territoire, et des bandes armées, des terroristes », avait réagi l'ex-ministre de la Communication, Issa Tchiroma Bakary. Le principal impact attendu de la Cga aurait été pour les leaders chrétiens et musulmans, de trouver des interlocuteurs crédibles qui prendraient la parole au nom des sécessionnistes, dans le cadre d'un véritable dialogue avec le gouvernement. Et pour tenir ce conciliabule, les initiateurs ne demandent qu'un encadrement sécuritaire de la part de l'Etat. Le gouvernement de la République doit pouvoir donner sa chance à cette initiative, et se montrer lui-même plus que jamais ouvert au dialogue.

Mayo-Tsanaga

Mobilisation pour Manaouda Malachie

20.000 personnes au meeting de remerciements pour sa nomination au ministère de la Santé publique.



Par Ibin Hassan

Lorsque le ministre de la Santé publique, Dr Malachie Manaouda, arrive au stade municipal de Mokolo, chef-lieu du département du Mayo-Tsanaga dans la région de l'Extrême-Nord, ce 16 janvier 2019 aux environs de 12h, une foule dense, compacte, l'y attend depuis le matin. « Je suis là pour le voir, j'espère le saluer. Je suis là aussi pour dire merci au chef de l'Etat pour cette marque de confiance à l'égard d'un jeune, c'est excitant comme challenge, immense comme défi mais le Docteur va le relever. Il en a les moyens », raconte Gueléodai Francis, élève en classe de Terminale. Et le voilà

quelques minutes plus tard, serrant la main de la vedette du jour. En fait, le ministre a fait entorse au protocole. Au lieu de rejoindre directement la tribune d'honneur où l'attendaient déjà tout le gotha politique du département, les élites venues de tous les coins et recoins du pays et surtout de prestigieux invités de marque dont son collègue de la Jeunesse et de l'Education civique, Mounouna Foutsou, celui délégué auprès du ministre des Transports, Njoya Zakariaou, le directeur du cabinet du Président de l'Assemblée nationale, Abdourahim directeur, la vedette du jour a tenu à prendre un chaleureux bain de foule. Gueleodai Francis, aux premières loges a pu réaliser son rêve. « Je suis arrivé ici à 8h pour m'assurer de cette position straté-



Manaouda Malachie à la place des fêtes de Mokolo.

gique et avoir une vue imprenable sur la tribune, et voici qu'il a choisi de nous honorer dans la poussière », s'émerveille l'élève.

Mobilisation

Le fils et filles du Mayo-Tsanaga, mobilisés comme jamais auparavant, ont tenu à marquer d'une empreinte particulière ce meeting de remerciements à la suite de la nomination d'un de leurs dans le gouvernement du 04 janvier 2019 au poste de ministre de la Santé publique. « Cette foule, nombreuse, n'est pas seulement le témoignage du bonheur du Mayo-Tsanaga. Elle reflète l'espoir retrouvé, la place confirmée de la jeunesse dans l'espace politique. Les jeunes

qui sont ici viennent de partout dans le Grand-Nord et sont originaires de toutes les contrées. Le Dr Malachie concentre en lui le succès de la jeunesse », a déclaré à la presse Hamadou Hamidou, maire Rdpc de la commune de Maroua 1er. 20.000 personnes environ ont fait le déplacement. Tout, manifestement, concourrait à cette grande mobilisation. D'abord la jeunesse du nouveau ministre, 45 ans, ensuite le départ de Zacharie Perevet, ministre sans discontinuité depuis 1992.

Quand Zacharie Perevet, éternel ministre de ce département jusqu'à son éjection du gouvernement le 4 janvier dernier, a pris la parole en sa qualité de coordonnateur départemental du Rdpc, l'assistance a retenu son souffle. Pour la première fois depuis 26 ans, il apparaissait au sien dans un manteau autre que celui de ministre. L'ex-ministre n'a pas joué dans la rancœur. Au contraire, après avoir remercié le chef de l'Etat pour la confiance sans cesse placée en lui, il a promis d'apporter tout l'appui nécessaire à son « fils ». Le dernier orateur du jour a été le Dr Manaouda Malachie. Sous des applaudissements nourris, celui-ci a remercié le chef de l'Etat pour lui avoir confié cette lourde mission. Non sans demander aux uns et autres de lui apporter le soutien nécessaire. Se voulant rassembleur, il a dit être disponible pour tous et loin de vaines batailles politiques. « Battons-nous ensemble pour que notre département ait deux, trois, voire quatre ministres. C'est possible », a-t-il indiqué pour rassurer une élite qui a tendance à croire ici comme ailleurs, qu'il n'y a qu'une seule place au podium.

Silas Nsoumb

Les populations ne sont pas associées à la prise de décisions

Le président du Parti républicain du peuple parle de son soutien à Paul Biya dans le cadre du G20 et de ses ambitions pour les législatives et municipales 2019.



Par Jean De Dieu Bidias

C'est quoi le Parti républicain du peuple (Prp), comment est-il né et que recherche-t-il ?

En janvier 2017, les jeunes patriotes que nous sommes, épris de paix et de conscience, au vu des défis qui inondent notre pays (désordre, répression politique entre autres), nous avons décidé de créer le Parti républicain du peuple. Nous avons obtenu la décision du ministre René Sadi qui, à l'époque, était le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. Le parti combat le népotisme, la corruption et l'immoralité publique. En revanche, nous promouvons les valeurs, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, l'unité nationale et puis l'intégrité africaine. **Vous avez été membre du G20, le groupe des partis politiques qui a soutenu la candidature de Paul Biya lors de la présidentielle de 2018. Pourquoi avez-vous pris cette décision ?**

Pour le Parti républicain du peuple, l'enjeu était la République. Nous étions un jeune parti, nous sommes arrivés au moment où notre pays connaissait des événements importants de notre histoire et, sans toutefois nous emballer dans ces événements, nous nous sommes dit que la meilleure idée était de soutenir l'homme de la situation, vu son expérience. C'est la raison pour laquelle nous avons apporté notre soutien à Paul Biya. Nous éprouvons tout simplement un sentiment de satisfaction pour avoir accompagné un processus qui a abouti. Nous devons d'ail-

leurs tous le reconnaître, le chef de l'Etat est le président de tous les Camerounais.

Les élections législatives et municipales sont imminentes. Le Prp va-t-il soutenir le Rdpc, ou alors vous vous jetez à l'eau ?

L'élection présidentielle concerne un seul individu et nous avons soutenu la candidature d'un homme, et non tout le parti. Au cours cette année électorale, le Prp étant un parti légalisé, ira à la conquête des sièges au Parlement et dans les exécutifs communaux. Nous travaillons pour l'intérêt des institutions. Nous avons l'intention de faire intervenir le budget participatif dans les communes où nous allons gagner.

Quelles circonscriptions visez-vous ?

Le Cameroun, je l'aime, aussi bien dans sa géographie que dans son histoire. Pour ce faire, le Prp a choisi la région de



l'Est, particulièrement l'arrondissement de Kenzou qui est une frontière entre la Centrafrique et le Cameroun, pour y implémenter le budget participatif. Cette localité est victime d'une discrimination gouvernementale ; il y a des ressources minières qui proviennent de cette localité, mais voyant le train de vie de ses populations, nous avons l'impression qu'ils sont riverains d'un certain nombre de projets qui ne les avantagent pas. C'est pour cette raison que nous voulons instaurer le système de budget participatif pour faire en sorte que, les Camerounais concernés, les originaires de cet arrondissement, participent désormais à la prise de décisions qui sont à leur avantage. C'est-à-dire, qu'ils décident sur leur propre projet et non des projets imposés. Vous gagnez un marché parce que l'appel d'offres a été lancé depuis Yaoundé, vous venez réaliser un projet qui n'est pas à l'avantage des populations. Par exemple, vous venez construire une salle de classe, or, la localité en a déjà. Elle avait plutôt besoin d'un puits. Voilà des projets qui ne sont pas à l'avantage des populations, c'est-à-dire qu'elles ne se sentent pas impliquées dans la prise des décisions ou dans le choix des projets. Dans le Centre, nous avons ciblé Yaoundé IV qui le plus grand arrondissement de Yaoundé, mais également Ngog-Mapubi qui est au centre des deux grandes métropoles de Douala et Yaoundé, en passant par Boumnyébé. Voilà les ambitions que nous avons pour les municipalités prochaines.

Coopération économique

La Belgique à l'assaut du Cameroun

En marge du salon Promote, 53 entreprises et 60 Pme de ce pays sont en opération de charme jusqu'au 23 février prochain.

 Par Rosine Ntolo

Les exportations des produits belges vers le Cameroun se portent plutôt bien. Après avoir progressé de 11,2% en 2017, elles ont augmenté de 8,4% en 2019 pour s'établir à un total annuel d'environ 188,5 milliards Fcfa. En tête des exportations, le matériel de transport, avec 25% du total, suivi des produits de l'industrie chimique et pharmaceutique (14%), des produits de l'industrie alimentaire et des boissons (13%), ainsi que les machines et le textile (12 % chacun). Les exportations des produits alimentaires et boissons belges connaissent un taux croissant de 60% tant en 2017 qu'en 2018. Autant d'éléments qui font du Cameroun un pôle d'attraction pour les entreprises belges.

« Le cœur économique du Cameroun bat pendant une semaine. Donc, on a voulu surfer sur cette vague pour être présent non seulement à Promote mais également pour avoir la possibilité d'organiser des rencontres Be to Be entre les entreprises belges et camerounaises. Jusqu'ici, tout augure de

bons partenariats », analyse Carole Mone, organisatrice de la mission économique belge au Cameroun. Divers domaines sont concernés par cette mission : le Btp, l'architecture, des cabinets d'avocats ainsi que des entreprises travaillant dans le domaine de la logistique portuaire, de la transformation du bois et de l'industrie agricole.

A côté de ces entreprises, sont également présent, des petites et moyennes entreprises (Pme) belges qui sont là pour la formation dans les secteurs divers et variés du marché camerounais. « Depuis peu, nous avons développé des produits orientés en Afrique centrale, notamment dans la filière transformation du bois. L'entreprise est présente au Cameroun, pour continuer notre accompagnement, revoir nos clients discuter face to face des contraintes et envisager de nouveaux partenariats », confie Mohamed Bakrim, directeur de la société ALM Industry. « La venue d'un aussi grand contingent d'entreprises belges au Cameroun montre le dynamisme du partenariat du Cameroun avec la Belgique, mais

davantage l'intérêt que le Cameroun avait de ratifier les accords de partenariat économique. L'objectif était précisément d'attirer les investissements et je crois c'est ce qui est en train de s'exécuter », avance triomphalement Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce.

Les relations belgo-camerounaises ne se limitent pas qu'au commerce et aux investissements ; elles prennent également la forme d'aides au développement axées principalement sur la formation professionnelle et la coopération universitaire. « Des liens humains intenses lient nos deux pays. La diaspora camerounaise en Belgique compte plus de 12 000 personnes dont près de 20% d'étudiants. C'est d'ailleurs la deuxième diaspora d'Afrique subsaharienne en Belgique, après la congolaise », explique quant à lui Stéphane Doppagne, ambassadeur du royaume de Belgique au Cameroun. Autres activités de cette mission économique, des séminaires, tables rondes et ateliers de formations.

Georges Mpoudi Ngole

Le digital améliore la productivité d'une entreprise

Le président-fondateur de l'entreprise Coworking.Africa donne quelques recettes aux hommes d'affaires pour changer de paradigme.

 Par Michel Ferdinand

Vous venez de lancer les activités de l'entreprise Cowork.Africa. A quoi renvoie ce nouveau concept ?

Cowork.Africa est un espace de Coworking doublé d'un « Tech Hub », et prochainement d'un incubateur qui permet aux entreprises de toutes les tailles telles les startups, les Très petites entreprises (Tpe), les Petites et moyennes entreprises (Pme) et les grands comptes d'avoir un espace de rencontre, de travail et de productivité, aligné aux standards des entreprises d'aujourd'hui et de demain. Il s'agit d'une nouvelle forme d'organisation du travail utilisée par certaines catégories professionnelles, lesquelles placent Internet au cœur des processus.

Quelle transformation peut-on attendre d'une telle offre dans le contexte camerounais ?

La vision de Cowork.Africa vient de notre expérience professionnelle, puisque nous avons été au service des structures Tpe, Pme et grands comptes, pour nous rendre compte qu'il y a un double-besoin aujourd'hui : la professionnalisation et la digitalisation. Sur la place camerounaise, les entreprises n'utilisent pas encore suffisamment le digital pour améliorer leur productivité. Avant même d'arriver au digital, la professionnalisation est l'un des éléments les plus importants. Car, donner une image positive et progressive est souvent le premier élément dont on a besoin lorsqu'on va vers une entreprise. Parce que l'élément qui permet de faire les affaires c'est la confiance. Quand on ne fait pas



confiance, on ne fait pas les affaires. La confiance se construit dans un cadre de travail. Nous avons donc pensé qu'en créant un espace où les entreprises peuvent être valorisées et recevoir leurs clients dans les meilleures conditions, cela va favoriser plus de business et leur accélération.

Que proposez-vous d'innovant dans ce secteur où règne déjà la concurrence ?

Loin de moi l'idée de juger ou de qualifier mes concurrents. Il y a une offre qui commence véritablement à s'installer au Cameroun. Les espaces Coworking et même d'incubateurs ne sont pas très nombreux, mais certains d'entre eux font du très bon boulot. La valeur ajoutée de Cowork.Africa se traduit par ses espaces premium, en termes de la qualité de ses installations et de son matériel. Sur ce point, nous sommes largement au-dessus de ce qui se faisait déjà au Cameroun. Nous accompagnons l'entreprise dans tous les domaines, de sa création à son optimisation.

Douala

De nouvelles motos indiennes sur le marché

 Par Michel Ferdinand

Les villes camerounaises accueillent depuis quelques jours une nouvelle gamme de motos de marque « HXL Plus ». Il s'agit d'un matériel roulant fabriqué en Inde par Tvs Motor Company, une déclinaison du groupe Arkays, et distribué au Cameroun par la société Mahira Distribution. Lors de la cérémonie de présentation dudit matériel le 12 février dernier à Douala, quelques utilisateurs ont pu se faire une idée de l'outil en question. « La différence que nous apportons, c'est la solidité et l'économie en carburant. Nos motos consomment la moitié du carburant qu'utilisent d'autres marques », renseigne le président directeur général du groupe Arkays,

Kamal Ramesh Dhanwani.

Le consul honoraire de l'Inde à Douala, Ravi Kumar, pense que le Cameroun étant la force motrice de l'économie en zone Cemac, l'arrivée des motos Tvs ne tardera pas à couvrir la demande nationale. Quant au représentant du délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, Louis Lucien Madengue, il ne doute pas que ce matériel facilite la mobilité des usagers de la route. Les potentiels acquéreurs devront déboursier 465 000 Fcfa pour entrer en possession de la version démarrage à pied, tandis que la version démarrage à bouton coûtera 495 000 Fcfa, incluant toutes les taxes.





Climat des affaires

À l'épreuve de la résilience

Tel est l'état d'esprit qui a prévalu au cours de la cérémonie de lancement officiel, présidée par le Premier ministre, hier 18 février.



Par Cyril Marcel Essissima

Le Salon Promote a reçu hier lundi, l'onction du gouvernement à travers son chef, le Premier ministre, Dion Ngute. Si tous les intervenants s'accordent sur l'importance de cet événement, d'autres en ont profité pour souligner le contexte austère dans lequel évoluent les affaires au Cameroun et dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) en général. C'est le cas du président de l'Union des patronats d'Afrique centrale (Unipace), Célestin Tawamba. Après les civilités d'usage, ce dernier a clairement indiqué que « *Promote 2019 se tient dans un contexte de crise sécuritaire et économique sévère en Afrique centrale* ». Parlant de la Cemac, celui qui est par ailleurs président du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) note avec regret que « *c'est une zone économique malade, sous la perfusion du Fonds monétaire international (Fmi)* ». Toujours dans la litanie des calamités qui affectent la sous-région, il indique les entreprises font face à « *une crise de devises* » due aux difficultés de « *transformation de [nos] matières premières* ». Pour autant le monde des affaires n'abdique pas. Au contraire, « *il reste mobilisé dans le développement de notre sous-région* ». Cette lueur d'espoir se vérifie à travers le nombre d'entreprises présentes à la septième édition de Promote. Parmi ces entreprises, l'on en compte une pléthore venue de l'étranger.

Un argument de poids qui nourrit la satisfaction du ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana. Mais pour résolument sortir de l'ornière l'ensemble des acteurs ont chacun esquissé des solutions. Celles-ci passent par le renforcement des capacités de l'Agence de promotion des in-



vestissements Api) dont l'un des rôles est de d'accueillir et surtout retenir les investisseurs dans le pays. À cet effet, Marthe Angeline Minja, la directrice générale (Dg) plaide, entre autres, pour « *un changement de mentalités de [nos] concitoyens, l'amélioration des financements nécessaires* » au fonctionnement de sa structure, etc. Dans la même

veine, la coordinatrice du système des Nations unies au Cameroun, Alegria Maria, en appelle à la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Car, pour la diplomate, « *les dividendes de l'autonomisation des femmes profitent aux familles entières et à toute la communauté* ». C'est sur une note de satisfaction que le Premier ministre a déclaré « *officiellement*

Coopération allemande

Favoriser le retour de la diaspora

Après avoir bénéficié de cette initiative, de nombreux jeunes camerounais devenus entrepreneurs sont aujourd'hui à Promote pour valoriser leur savoir-faire.



Par Cyril Marcel Essissima

À travers la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Giz), la coopération allemande a permis à de nombreux jeunes camerounais de bénéficier, soit d'une formation, soit d'un appui afin d'émerger dans le monde de l'entrepreneuriat. Aujourd'hui propriétaires de petites et moyennes entreprises (Pme), ces derniers exercent dans divers secteurs dont l'agro-alimentaire, l'agriculture, la santé, les énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication (Tic), les bâtiments et travaux publics (Btp), etc. Au cours d'une conférence de presse tenues hier, 18 février, sur le site du Salon Promote, Carola Jacobi-Sambou, la directrice résidente de Giz pour le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, le Gabon et Sao Tomé et Príncipe, a présenté sa structure, son bilan ainsi que ses objectifs au Cameroun.

Aussi, apprend-on, la Giz, présente au Cameroun depuis les années 1960, est un « *prestataire de services de la coopé-*



Carola Jacobi-Sambou. La directrice résidente du Giz.

ration internationale pour le développement durable et l'action éducative internationale ». Du haut de son expérience de plus de 50 ans dans des domaines variés dont la pro-

motion de l'économie et de l'emploi, l'énergie, l'environnement, etc., les compétences de la Giz sont reconnues par « *le gouvernement fédéral allemand et les institutions de l'Union européenne* ». Pour l'heure, les objectifs de la Giz sont adossés sur le « *programme de la migration pour le développement* ». Ce projet vise notamment la promotion de l'entrepreneuriat au Cameroun. Selon le responsable dudit programme, André Kouchou Feze, il est question de « *renforcer le potentiel de la diaspora (africaine, Ndlr) basée en Allemagne au service du développement des pays d'origine* ». Une ambition qui se matérialise depuis l'an dernier à travers l'accompagnement des créateurs d'entreprise. A l'heure où se tient la septième édition du Salon Promote, le tour du pavillon allemand dans la halle 5 du Palais des congrès a permis de recenser, « *plus de 50 entrepreneurs, hommes et femmes* », bénéficiaires dudit projet. Soit précisément « *33 entreprises* » réparties sur un espace de « *400 m2* », à en croire les responsables.



Minute de l'industrie

Une première à Promote

Ouverte hier, 18 février, cette plateforme d'échanges, principale innovation de ce Salon, souhaite promouvoir le développement de ce secteur d'activités au niveau local.



Par Perrine Masso

Parce que le Cameroun se veut développé, dans le cadre de cette autre édition du Salon international de l'entreprise et de la Pme, les organisateurs ont voulu mettre l'industrialisation au cœur de cette grande rencontre. Un secteur pour lequel tout un pavillon a été créé. « L'objectif de cette initiative est de promouvoir l'industrie du Cameroun. Il s'agit de pouvoir montrer à la face du monde ce que l'on est capable de produire localement car nous pensons que c'est l'une des clés de notre développement. Ainsi, nous attendons environ 50 exposants au courant de cette semaine », explique Frida Egbe, assistante à la cellule de communication de Promote.

Le pavillon industrie, loin d'être un lieu d'exposition des produits made in Cameroun uniquement, vise également l'enrichissement des connaissances des participants et l'accompagnement des projets porteurs à l'issue du Salon, via de potentiels investisseurs. C'est dans cette logique que



L'industrialisation du Cameroun en débat à Promote.

s'inscrit la « Minute de l'industrie ». Hier 18 février, à l'occasion de la journée officielle de Promote, cet espace de conférences et de débats, inscrite dans l'inédit s'est ouvert. Le thème choisi pour la circonstance est : « Le numérique, sanctuaire du Plan directeur ».

La rencontre qui a duré environ quatre heures avait pour objectif de présenter aux participants provenant de di-

verses sphères, l'importance du numérique dans le développement de l'industrie camerounaise. Au cours de cette dernière, Georges Kamande, expert dans le Plan directeur d'industrialisation, a tenu à préciser que ledit plan qui vise la reconstruction de l'industrie du Cameroun est basé, entre autres, sur l'agro-industrie, l'énergie et le numérique qui, selon lui, prend de plus en plus d'espace. D'où la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de programme « Cameroun numérique 2020 ». « Il est impossible pour l'heure que le Cameroun puisse se développer et atteindre ses objectifs à l'horizon 2035 sans intégrer les notions d'essor technologique. Cependant, il faut

toujours penser à offrir une solution qui soit en adéquation avec le marché ».

C'est pourquoi dans un second temps, Maurice Sipou, ingénieur en automatisation industrielle reviendra sur les enjeux de la technologie 4.0 et les avantages de son implémentation dans l'industrie du terroir. Pour lui, l'ancienne technologie coûte actuellement plus cher. « Il faut évoluer avec le monde », va-t-il affirmer. Et comme pour appuyer son propos, il va poursuivre : « Je pense que le Cameroun est prêt à accueillir la 4.0. Nous avons déjà des entreprises comme Schneider et ABB qui sont implantées ». La minute de l'industrie se poursuit ce jour.

Audrey Chicot

Le secteur privé est la clé de tout

Femme d'affaires et industrielle, elle appelle les grands patrons de l'industrie locale à s'impliquer davantage pour la réussite du Plan directeur d'industrialisation.



Par Lucien Bodo

En quoi consiste votre participation au Salon Promote 2019 ?

L'entreprise MSMI, que je dirige, est partenaire du pavillon de l'industrie pour ce Salon Promote 2019. C'est le tout-premier pavillon de l'industrie du Cameroun et celui-ci vient fort opportunément puisque nous sommes entrés dans le Plan directeur d'industrialisation (Pdi) que nous allons devoir dérouler. Et si vous observez bien, vous allez voir que MSMI est juste à côté du stand du ministère de l'Industrie, des mines et du développement technologique. C'est parce que nous sommes dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Lorsqu'on parle de l'industrialisation, je me sens directement concernée parce que je m'y investis depuis des années déjà. En réalité, il y a encore beaucoup trop à faire pour parler d'industrialisation. L'objet de ce pavillon c'est la promotion du « Made in Cameroun ». Malheureusement, beaucoup d'industriels n'ont pas encore compris que le « Made in Cameroun c'est d'abord nous les gros, les grands patrons. Les petites entreprises ne font que nous suivre. C'est ce que je vais m'atteler à leur rappeler jeudi prochain.

Dans le même temps, on est encore 54% de tertiaire. C'est difficile de parler d'industrialisation dans ces conditions. Il va falloir que ça change très rapidement. Et c'est avec la sensibilisation et l'appui aux jeunes. Il faut tirer les Très petites entreprises (Tpe) vers le haut. L'industrialisation ne se fera pas

sans ces Tpe.

Nous sommes à la septième édition de Promote. Est-ce que ce salon de l'industrie – qui est le tout-premier – n'arrive pas un peu tard ?

On ne peut pas dire que c'est tard dans la mesure où le Cameroun lui-même n'avait pas encore enclenché le processus d'industrialisation. Je rappelle que Pierre Zumbach – le promoteur de Promote – est celui qui a commencé à exposer les produits artisanaux camerounais dans ses espaces de promotion. Et ce, depuis longtemps. Ce qui signifie que l'industrie, à un certain niveau, était régulièrement présente. On n'est donc pas en retard. On est dans les temps. Maintenant, je me demande si les industriels camerounais sont réellement prêts à accueillir le Pdi, s'ils comprennent qu'en réalité tout dépend de nous. L'Etat a déjà fait son job. Il a mis sur pieds un Pdi. Mais pour son déploiement, c'est le secteur privé qui est la clé de tout. Voilà pourquoi le Groupement inter-patronal du Cameroun est partenaire du pavillon de l'industrie.

A quel niveau vous impliquez-vous personnellement pour la promotion de l'industrialisation ?

Je suis la seule femme qui s'investit véritablement dans l'industrie lourde dans ce pays. Donc je fais ce que je fais depuis des années : continuer à marteler, à parler dans tous les regroupements patronaux, à expliquer, etc. Dans les conférences qui se tiendront ici, nous parlerons également de l'innovation industrielle qui n'a rien avoir avec l'innovation dans les technologies de l'information et de la communication. C'est en agissant de la sorte qu'on peut renverser la tendance et réussir à avoir 54% d'industrie pour 24% de tertiaire. C'est comme ça que ça fonctionne ailleurs.



AGENDA

Aujourd'hui

- Exposition du savoir-faire ;
- Conférences- débats ;
- Forum Eau, Energie, Environnement sur le thème : « Développement du Bassin de la Sanaga, moteur de développement de l'hydroélectricité et facteur de coopération ».

Les journées-pays :

- Journée Grande-Bretagne : « Partenariat pour une croissance industrielle » ;
- Journée Suisse : « Dialogue entre le Cameroun et la Suisse : formation, entreprise et compétitivité » ;

Les arts de spectacles

- Workshop : « La mise en marché du spectacle dans les circuits internationaux » ;
- Concert : Estelle Mveng / Mirya Bika / Benjamin Mambou.

Demain

- Forum Eau, Energie, Environnement sur le thème : « Développement du Bassin de la Sanaga, moteur de développement de l'hydroélectricité et facteur de coopération » ;
- Conférence Cemac sur le thème : « Renforcement du commerce intra-communautaire et diversification de l'économie au sein de Cemac ».

Les rencontres

- Thème : « Incitation à l'investissement privé et climat des affaires » ;

Les journées-pays

- Journée France : Inauguration du pavillon France par le Ministre camerounais de l'Economie, S.E.M l'ambassadeur de France et le Directeur Afrique Business France ;
- Journée Belgique : « Belgian Afternoon » sur le site de Promote.

Les arts de spectacles

- Concert : Léonie Langa / Papy Anza / Laro Njoh.

Centres éducatifs familiaux

La gouvernance de ces structures inquiète

Les multiples difficultés auxquelles ces derniers font face empêchent leur durabilité dans les zones de création.



Par Rosine Ntolo

Dans l'appui et la promotion de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, les Centres éducatifs familiaux de formation par alternance (Ceffa), sont cités au premier plan. Alliant pratique en milieu professionnel et théorie au centre de formation, ces derniers, selon les différentes parties prenantes à cette éducation, permettent de formuler des réponses adéquates aux besoins de qualification des ressources humaines. Au Cameroun, plus de 50 Ceffa sont dispersés dans l'ensemble du territoire national. Sous le poids des difficultés tant financières que sociales, près de la moitié ont déjà fermé. « Vous pouvez avoir des Centres éducatifs familiaux dans une région mais deux ou trois ans après, il n'y a plus rien qui existe. Dans la région de l'Est par exemple, les gens sont habitués à l'assistanat. Lorsqu'il s'agit de payer la scolarité de leurs enfants qui est de 15.000Fcfa seulement, cela devient un problème sérieux. Comment vont donc vivre les Ceffa », soutient Abbé Emilien Messina, coordonnateur des Ceffa Cordas Caritas de Bertoua. « Les Ceffa sont plus financés par des organismes extérieurs. Ces financements ne sont pas éternels. La première difficulté est donc le financement : comment avoir de l'argent. Nous avons de temps en temps l'appui des associations de parents d'élèves qui font des champs pour appuyer les formateurs mais cela ne suffit pas », explique Abbé Robert Djabou, président de la Fédération régionale des écoles familiales agricoles du Nord (Ferrefan). Autres grandes difficultés, la non-implication des familles, de l'Etat et les multiples crises qui secouent différentes zones dans le pays. « Au niveau du Nord-Ouest, le diocèse de Kumbo a six



Des élèves en pleine pratique dans un Centre éducatif familial.

Centres éducatifs familiaux. Il n'y a qu'un seul qui fonctionne à Nkambé avec quelques élèves. Les autres sont fermés. A cause de la crise. Les enfants ne peuvent pas avoir accès aux centres ce qui a un impact sérieux car ne peuvent plus avoir une bonne formation », affirme Sengafor Emmanuel, promoteur de Caritas Kumbo.

Dans le souci de trouver les solutions à ces problèmes à savoir : identifier les acteurs clés de l'animation du dispositif national de

formation professionnelle, présenter leurs rôles et responsabilités et d'esquisser une stratégie de mobilisation des partenaires d'appui, il s'est tenu du 14 au 16 février à Yaoundé, la rencontre nationale de la plateforme pour la promotion des Centres éducatifs familiaux de formation par alternance (Proceffa). Le thème de ce forum d'échanges : « la gouvernance des structures de formation professionnelle et la consolidation de la formation par alternance au sein des Ceffa ».

Mariam Haman Adama

La pédagogie par alternance garantit la formation intégrale du jeune

La présidente de la plateforme Proceffa donne également les spécificités de ce type d'éducation.



Par Rosine Ntolo

Du 14 au 16 février dernier s'est tenue à Yaoundé, la rencontre nationale de la plateforme pour la promotion des Centres éducatifs familiaux de formation par alternance. Que peut-on retenir de ces assises ?

Nous avons passé trois jours à échanger sur un thème central qui est la gouvernance des Centres éducatifs familiaux de formation par alternance (Ceffa), les différentes parties prenantes ont pu proposer un modèle de cogestion qui puisse impliquer aussi bien les familles, l'Etat, la société civile et les jeunes eux même afin d'assurer la mise en œuvre des activités de formation dans les structures créées et d'en assurer la durabilité. On peut dire de façon générale que les objectifs de la rencontre nationale ont été atteints. Ensuite, l'Assemblée générale extraordinaire et ordinaire avait pour objectifs d'amender et d'adopter certains, toujours dans un souci de gouvernance et de durabilité. Un plan d'action 2019 a été proposé et adopté, ainsi que le budget qui l'accompagne. Un nouveau Conseil d'administration a également été mis en place comme le prévoyait les statuts pour un mandat de trois ans.

Qu'entend-on par pédagogie par alternance ?

La pédagogie par alternance est une pédagogie appliquée dans les Ceffa. C'est une pédagogie qui associe théorie, pratique et apprentissage en fin de classe et en milieu socioprofessionnel.



C'est dire que dans les Ceffa, l'apprentissage commence d'abord chez un maître de stage autour d'un thème central. Je prends un exemple, la tomate, le jeune se retrouve d'abord chez un produc-

teur professionnel de tomates qui lui apprend les gestes techniques puis il revient en classe avec ses moniteurs qui lui donne des cours théoriques. C'est cette technique qui garantit ce qu'on appelle la formation intégrale du jeune.

Quels sont les différents acteurs de cette pédagogie ?

Dans le système pédagogique par alternance, les différents acteurs sont : les équipes pédagogique (moniteurs) des Ceffa qui travaillent dans les centres ; les jeunes ou apprenants propres acteurs de leur formation ; les familles qui jouent un grand rôle, les maîtres de stage professionnel qui représentent le prolongement de ce que les formateurs font comme travail en salle de classe. Maintenant, en pédagogie de l'alternance, les Ceffa s'appuie sur différents piliers que sont : la formation intégrale du jeune, le développement du milieu, l'implication des associations, des familles et la formation par alternance.

Y-a-t-il des outils spécifiques de pédagogie par alternance ?

Les outils pédagogiques existent. Nous avons par exemple les carnets de liaison, un instrument qui facilite la liaison, la communication entre les différents acteurs de formation. La pédagogie par alternance utilise un plan d'étude, un guide de recherche élaboré à partir du questionnement structurant et d'autres informations ramenées par des apprenants sur leur thème d'étude. Les visites d'études, le tutorat, le planning hebdomadaire, etc.

Humour

Du Fou rire avec Mamane et Gohou

Les humoristes étrangers et camerounais présents à la 2e édition d'Orange comedy club ont séduit le public vendredi dernier à Douala.

 Par Grâce Kabadiang (stagiaire)

Son entrée sur scène a suscité le fou rire dans la salle. Vêtu d'une chemise blanche, pantalon noir, Maroli arborait également un sac à main sur le bras droit avec une démarche de femme. Une fois assis sur la chaise installée sur la scène, il met sur sa tête une longue greffe brésilienne avec une gestuelle et mimique de femme. Au cours de cette « réunion des parents d'élèves » comme il l'a indiqué, celui qui se présente comme le Président de l'association des mèches naturelles s'insurge contre ces mèches. « Les mèches brésiennes coûtent cher et font dépenser de l'argent aux hommes. De plus, cela cache le visage des femmes et on ne peut pas savoir si elles sont belles ou laides », raconte-t-il sur un ton humoristique qui a suscité le fou rire dans la salle de spectacle de Canal Olympia à Douala.

Au cours de la 2ème édition de « More2lap » organisé par Orange Cameroun vendredi, 15 février 2019 à Douala, pas moins de 8 artistes se sont succédé sur scène. Parmi eux, Kola Sucre qui a dénoncé la corruption et abus que les éléments de la police exercent sur les usagers de la route. Notamment, ceux qui sont en infraction. En contrepartie de l'infraction commise, la police exige des billets de 500Fcf, 1000Fcf ou 2000Fcf. Plusieurs thèmes ont été abordés pendant cette soirée de rire, parmi lesquels, la crise anglophone, l'appel à l'effort face



aux difficultés de la vie etc...

Dénonciation

La soirée a été rehaussée par la présence des humoristes étrangers parmi lesquels Gohou, Mamane et Digbeu Cravate. Son passage sur scène est une occasion pour Ma-

mane de dénoncer le comportement des occidentaux dans son pays le Niger, ainsi que dans plusieurs autres pays africains. Au-delà de faire rire son auditoire, le président du Parlement du rire (émission d'humour diffusée sur Canal+) dénonce. Il dénonce le pillage du Niger par les « blancs », contraignant par ces actes les jeunes de ce pays à l'immigration vers l'Europe.

Digbeu Cravate quant à lui, en comparant l'éducation que les occidentaux donnent à leurs enfants à celle donnée en Afrique, déplore le manque de douceur et de tendresse des parents africains à l'endroit de leur progéniture. Gohou quant à lui s'insurge contre les hommes de Dieu qui n'ont plus de foi et qui pour certains, ne croient pas en Dieu. Le concept More2lap est une initiative d'Orange Cameroun qui vise à divertir ses abonnés, mais également à valoriser l'humour et promouvoir les humoristes camerounais. Le public qui a massivement répondu présent à cette soirée de rire s'est dit satisfait.

Nelson Mandela

En hommage à Nelson Mandela, une exposition est en cours à Londres en Angleterre. Une exposition qui retrace la vie et l'héritage de cette icône de la justice. Tout y est ou presque : De son éducation dans la campagne du Cap oriental à la fin de l'apartheid quand il est devenu le premier président noir sud-africain (1994) en passant par son incarcération durant 27 ans dans une prison. Après Londres qui est par ailleurs la première ville à accueillir cette exposition, celle-ci sera installée par la suite à Mvezo, le lieu de naissance de cet homme qui a tiré sa révérence en 2013 à l'âge de 95 ans.

Concert

Mr Leo communique avec ses fans

Accompagnés de nombreux autres artistes, il a servi un show très relevé le 11 février dernier à Bangangté.

 Par Robert Nkaké, de retour de Bangangté

Galvanisé par un auditoire qui le porte quasiment en triomphe, Mr Leo donne tout. La communion avec son public majoritairement jeune est totale. Et lorsqu'il lance, « J'ai beaucoup de fans partout... », le public en liesse reprend en chœur, « ma musique qu'on écoute partout... voilà beaucoup des années partout... ». Difficile pour la jeune Tatiana de résister à l'envie de rejoindre son idole sur la scène. Celui-là qu'elle ne voyait jusqu'ici qu'au travers du petit écran. Agée de 15 ans et élève dans un lycée de la ville de Bangangté, l'adolescente va sauter dans les bras de son artiste préféré, avant de redescendre du podium toute tremblante. Son courage et sa détermination lui valent des regards admiratifs de ses camarades de classes, filles comme garçons. Devant des spectateurs euphoriques, le jeune artiste urbain passe en revue ses différents titres. Qui sont devenus pour la plus part de véritables tubes. L'auteur de « On va gérer » ne chante pas seul. Il a en face de lui une véritable chorale. Des choristes qui dansent et chantent. Tous connaissent par cœur la musique et les paroles.

L'ambiance est la même tout au long de la prestation de Numerica. Quelques titres extraits de ses albums suffiront pour faire danser ses fans. C'est un public totalement conquis que retrouvent Sexy Choco suivi de Dj Gérard Ben

ou encore Ramsès qui se succèdent sur le podium. Avec eux, la Benkin est à l'honneur. Ce rythme traditionnel que les trois artistes ont réussi à y apporter des notes modernes. Suffisant pour voir se trémousser plus d'uns. Organisé dans à l'occasion de la 3ème édition du « Nde en fête », le concert du week-end dernier, est une initiative de Eric Niat, l'adjoint au maire de la commune de Bangangté et soutenu par la Fondation éponyme. Un événement qui a drainé du monde et qui a été salué aussi bien par les autorités administratives que l'élite locale. Et surtout le jeune public auquel le concert était destiné principalement. « Des artistes comme ceux que nous avons vus aujourd'hui, on les voit très souvent à la télé. C'est bien de les voir ainsi dans notre ville », se réjouit Yvette, une spectatrice, un large sourire sur le visage. « Le



Les artistes enflamment la scène.

show était de qualité. Les artistes ont bien presté. Je ne regrette pas d'être venu », apprécie Donald K., un autre spectateur, les traits détendus.

Volleyball

Les entraîneurs nationaux outillés

Au nombre de 26, ils ont pris à un atelier de renforcement des capacités avant le début de la saison.



Par Dimitri Mebenga

Encadrés par Patrice Obougou, directeur technique national, ils étaient 26 participants à savoir 22 hommes et 04 femmes à prendre part au séminaire des entraîneurs de volleyball jeudi 14 février au siège de la Fédération camerounaise de volleyball. Les échanges ont porté sur la définition du rôle de l'entraîneur et des objectifs à atteindre par ces derniers. Tâche dévolue au directeur technique national dès l'entame des travaux. « Il y a eu un thème principal et des thèmes secondaires. Je suis notamment revenu sur la notion de l'entraîneur pour expliquer de quoi il s'agit en essayant de montrer le type de personnage qu'il incarne. Il est à la fois un enseignant, un éducateur, un professionnel », explique Patrice Obougou. Junior Anomah, l'entraîneur national adjoint de la sélection féminine sénior s'est ensuite appesanti sur le volleyball de haut niveau. Pour lui, les facteurs indispensables pour l'atteinte de la haute performance se font différemment chez les dames. Il a ajouté que les principaux manquements ici sont le service, la réception et le jeu de transition. Fort de cela, un accent doit être mis à la formation de base. L'entraîneur national des messieurs, Blaise Mayam s'exprimant sur le thème a recommandé aux participants d'associer l'évolution physique et technique aux aspects physiologiques. Il a pris l'exemple des plus grandes nations de volleyball qui ont des préparateurs psychologiques hautement qualifiés. Ces assises étaient préparatoires à la nouvelle saison. Il était question de rafraîchir les méthodes



Séminaristes du volleyball.

des encadreurs techniques en tenant compte des objectifs à long, moyen et court terme de la Fédération.

« Il était question pour nous de mettre notre expérience à la disposition de nos entraîneurs. Cela leur permet de savoir que s'il y a à préparer les joueurs aujourd'hui, ce sera au regard de la haute performance. Autrement dit, le but de l'entraînement étant de chercher à améliorer les performances des sportifs, il est question que les entraîneurs se remettent toujours en cause ; s'informent et se recyclent. D'autant plus que cette saison, il y a une série de compéti-

tion internationale qui interpellent notre pays. Donc, comme on dit souvent : on ne nourrit pas la poule le jour du marché, il est question que des dispositions d'ordre technique et scientifique soient prises pour se préparer à ces rendez-vous », conclut le directeur technique national.

Sélections nationales

Tataw Stephen nommé superviseur général

L'ancien capitaine des Lions indomptables inaugure ce poste créé par le président de la Fédération camerounaise de football.



Par Dimitri Mebenga

Grand soutien de Seidou Mbombo Njoya, élu président de la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) en décembre 2018, Tataw Stephen vient d'être désigné, superviseur général des équipes nationales de football du Cameroun à travers une décision du président de la Fecafoot signée en fin de semaine dernière, précise notre source au sein de l'instance faîtière du football national. Avant sa nomination, Il exerçait comme chef de département des compétitions internationales à la Fecafoot. Ancien joueur de PWD de Bamenda, le nouveau superviseur des Lions a par ailleurs été pensionnaire de Tonnerre de Yaoundé et de l'Olympique de Mvolye. Stephen Tataw compte 43 sélections avec l'équipe du Cameroun. Il est capitaine de sa sélection à la coupe du monde de 1990, où le Cameroun devient le premier pays africain à atteindre les quarts de finale d'une coupe du monde. Pendant la campagne des élections qui ont porté Seidou Mbombo Njoya à la tête de cette institution, le nouveau superviseur général avait pris ses distances envers certaines anciennes gloires en désolidarisant de ceux qui soutenaient la candidature de Joseph Antoine Bell. En attendant d'être fixé sur sa feuille



route, le responsable administratif des équipes nationales peut déjà cogiter sur l'ampleur de la tâche, mais aussi sur les défis qui l'attendent surtout que c'est un poste créé.

Rugby

Le 15 d'Ekounou en marche



Par Dimitri Mebenga



Malgré la zone de turbulence que connaît la Fédération camerounaise de Rugby depuis quelques années, ce sport continue de susciter une attention particulière au niveau de certains de ses fans. En le Rugby Camerounais s'est enrichi d'un nouveau club. Le 15 d'Ekounou puisqu'il s'agit de lui a vu le jour il y a quelques mois avec pour ambition de redorer le blason de la discipline au Cameroun en incitant les praticiens de cette discipline à s'investir davantage.

Pour y parvenir, l'encadrement entend miser essentiellement sur la formation des jeunes rugbyman. En gestation depuis de nombreuses années, le projet a finalement pris corps par l'entremise du jeune Président Eléazar Onana, rugbyman de formation. Son objectif : créer un cadre propice à l'épanouissement des jeunes passionnés et amoureux de ce sport qui connaît d'énormes difficultés au Cameroun. Le camp de base de ce dernier né est établi au stade de la Snec Ekounou. C'est ici que se déroulent les séances d'entraînement les lundi, mercredi, vendredi de 14h à 16h. « Il est question pour moi de palier à l'oisiveté des jeunes parce qu'ils sont exposés au banditisme et à la consommation de la drogue. Donc ce club a été créé, pour les aider à revenir à la raison, à former des chefs de famille, à former des responsables, des gens qui pourront diriger demain pour le bien de la société. ». Confie le promoteur.

Volleyball

La crise persiste dans le Littoral

La réunion initiée par la fédération dans la ville de Douala dimanche, 17 février 2019, a été interdite par les autorités administratives pour défaut d'autorisation.

 Par Renaud Inang

Le torchon brûle entre la fédération camerounaise de volleyball (Fecavolley) et la Ligue régionale du Littoral. Et pour cause, les acteurs n'ont toujours pas trouvé un accord favorable, pour faire régner l'ordre. Même la réunion initiée par la fédération dans la ville de Douala dimanche, 17 février 2019 n'a pas eu lieu. L'assise a été interdite par les autorités administratives, pour défaut d'autorisation. Apprend-on. La rencontre visait pourtant à réunir autour d'une table, les différents acteurs du volleyball dans la région du Littoral, afin de relancer les activités de cette discipline sportive. Ceci, conformément aux résolutions du Conseil d'administration de cette fédération. Au cours de ce Conseil, il avait été demandé au président de la Fecavolley, Serge Abouem, de saisir le ministre des Sports et de l'Education physique (Minsep) pour la reprise des activités dans la région du Littoral.

Selon des sources, les autorités sportives de la région du Littoral n'auraient pas été informées de la tenue de cet événement. « Le délégué régional n'était pas informé. C'est elle qui aurait saisi le préfet pour interdire la réunion », révèle une source. Dès leur arrivée au hall de cet hôtel di-



Julien Serge Abouem. Président de la Fecavolley.

manche vers 8h 30, les administrateurs venus de Yaoundé parmi lesquels, le président de la Fecavolley, Serge

Abouem et d'autres acteurs du volleyball conviés, ont été rejoints par les éléments de la gendarmerie nationale. Après quelques échanges, les forces de maintien de l'ordre ont interdit la tenue de cette réunion. A la surprise générale des participants. « C'est avec beaucoup de tristesse que mes collègues et moi avons laissé nos activités du dimanche et que, arrivés à l'hôtel dans lequel nous avons été conviés, nous nous soyons retrouvés face à un mur. Il nous a carrément été interdit de tenir cette réunion. Nous ne savons pas pourquoi. Actuellement, nous sommes abattus parce que nous ne savons plus sur quel pied danser », regrette le président de Port volleyball, Charles Ahanda. Bien que surpris par cet acte, le président de la Fecavolley, n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet.

Emiliano Sala

L'international footballeur argentin Emiliano Sala a été inhumé dans son village natal samedi dernier, après le rapatriement de son corps en Argentine, en provenance de l'Europe. Le cercueil a d'abord été déposé en matinée dans le gymnase du club San Martin, le club local où il a été formé. En rappel, l'Argentin a été retrouvé mort le 21 janvier dernier dans l'avion qui l'avait transporté de Nantes pour Cardiff, sa nouvelle destination professionnelle. L'appareil était au fond de l'Océan atlantique.

Ligue 1

Le Tonnerre Kalara Club (Tkc) a été battu 1-2 hier au Stade annexe n°1 du Stade Omnisports Aamadou Ahidjo de Yaoundé. C'était face à Avion Fc du Nkam. La rencontre comptait pour la 4e journée du championnat national Ligue 1.

pionnat. Nous allons certainement le tenir dans les régions. C'est-à-dire, nous allons organiser un championnat de zones, question de permettre à ceux qui sont très loin de prendre part aux compétitions au même titre que les autres. Tout le monde n'aura pas la capacité de venir à Yaoundé. Vous savez, la gymnastique est un sport jeune, et souvent c'est enfants scolarisés. Et pour les déplacer ce n'est pas évident. Lorsqu'il faudra les déplacer pour les amener trop loin, il faut respecter leurs programmes scolaires. A l'échelle internationale, nous attendons encore le quitus de la hiérarchie. Il y a quelques rendez-vous notamment les Jeux africains. Ceux-ci sont annoncés un peu plus loin. En Europe, il y a des jeux annoncés par la Fédération internationale (gymnastique). Mais, le marasme économique ne permet pas toujours de croire que nous allons y participer.

Emmanuel Awoumou Owona

Nous ne croyons pas participer aux compétitions internationales

Le président de la Fédération camerounaise de gymnastique revient sur l'Assemblée générale qui s'est tenue le weekend dernier à Yaoundé.

 Par Désiré Domo

Que doit-on retenir des travaux de l'Assemblée générale qui s'est tenue ce jour (samedi dernier, Ndlr) à Yaoundé ?

L'essentiel c'est déjà ouvrir la saison, arrimer nos textes à la nouvelle loi sur le sport. Comme il est de coutume, nous tenons l'Assemblée générale pour ouvrir la saison sportive qui va démarrer dans quelques saisons.

Que dire des points inscrits à l'ordre du jour ?

L'essentiel des points a été validé. La gymnastique a amorcé une montée en puissance depuis les dernières sorties à l'international. Ce qui fait que de manière globale, les gens sont satisfaits du travail qui est abattu depuis quelques années. Ils sont venus du Nord, ils sont venus de l'Est, du côté de Messamena, ils sont venus de Douala pour apporter leur onction. Vous voyez à quel niveau les débats sont menés ! Ça veut dire que tous les points sont pris en compte.

Au cours de ces travaux, nous avons entendu quelques fois des éclats de voix dans la salle. De quoi était-il question ?

C'est une cuisine interne. Mais, il n'est caché pour personne que lorsqu'on fait des tances vis-à-vis des autorités établies, nous prenons des mesures conservatoires. Ces mesures conservatoires sont entérinées par l'Assemblée générale. Nous avons dû prendre des mesures drastiques contre un collaborateur proche, pour une faute lourde. Maintenant, l'Assemblée générale entérine ça et nous allons prendre d'autres mesures pour continuer à travailler



sereinement jusqu'aux grandes élections.

Quelles sont les échéances qui attendent la Camer-gym sur les plans national et international cette saison ?

Sur le plan national, nous devons commencer notre cham-

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDÉ



PARTICIPER À PROMOTE C'EST :

- Vivre une semaine dans un incubateur pour leaders de l'économie d'aujourd'hui et de demain
- Découvrir de meilleures opportunités d'affaires
- Découvrir des partenaires de choix
- Alerter son esprit vers les innovations
- Mieux comprendre les choix de ses concurrents
- Observer les nouvelles tendances de marketing et de communication
- Réfléchir aux besoins de perfectionnement professionnel de son entreprise
- Rencontrer de nouveaux clients
- Vivre l'expérience dans ce pôle d'émulation qu'est le Salon PROMOTE notamment pour améliorer son management, de la PME à la grande entreprise
- Faire mieux connaître sa production ou ses services sous le regard attentif des partenaires médias de PROMOTE
- Valoriser le visiteur-consommateur, arbitre de l'économie moderne



INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISE, SME AND PARTNERSHIP OF YAOUNDE



PARTICIPATING AT PROMOTE IS:

- Living a week in an incubator for leaders of the economy of today and tomorrow
- Discovering better business opportunities
- Discovering partners of choice
- Meeting new customers
- Alerting your mind to innovations
- Better understanding of competitors' choices
- Observing new trends in marketing and communication
- Reflecting on your organization's professional development needs
- Experiencing the pole of emulation that PROMOTE offers in particular to improve its management, from SME to large enterprise
- Increasing awareness of its production or services under the watchful eye of PROMOTE's media partners
- Valorise the visitor-consumer, referee of modern economy

